



Berne veut accélérer l'installation d'éoliennes (ici à Sainte-Croix, dans le canton de Vaud, en 2023), mais les opposants se mobilisent.
Adrian Moser

Delphine Gasche

Berne veut mettre le turbo sur les éoliennes. L'énergie fait partie du paquet vert devant aider la Suisse à sortir du fossile. Une accélération des procédures – qui durent parfois des années en raison des oppositions – pour les installations d'intérêt national est également en cours d'élaboration. Cet élan pourrait toutefois se heurter à un obstacle de taille. Deux initiatives fédérales visant à restreindre l'expansion de ces moulins à vent modernes sont à bout touchant. Elles affichent chacune plus de 120'000 paraphe au compteur et devraient être déposées vendredi 25 juillet à la Chancellerie fédérale.

Pas en forêt

La première veut interdire la construction des éoliennes dans les forêts et les pâturages boisés denses ou à moins de 150 mètres. «Les lisières sont tout aussi importantes que les forêts, si ce n'est plus, pour la biodiversité», explique Elias Vogt, président de Paysage Libre Suisse à l'origine des textes. Or beaucoup d'éoliennes sont planifiées dans les forêts. C'est le cas, par exemple, de 96 des 100 éoliennes prévues dans le canton de Zurich.

Pour l'entrepreneur, il existe suffisamment de crêtes sans arbres pour construire ces installations. «Il y a aussi un immense potentiel dans les plaines ou sur de petites collines. Pas besoin d'empiéter sur les forêts.» Et de donner en exemple le projet de parc éolien de La Joux-du-Plâne (NE), derrière le Chasseral, où il tient son hôtel, ou celui du col du Gothard, au Tessin.

Le deuxième texte exige l'approbation des éoliennes par les populations des communes

d'implantation et limitrophes affectées. «En Suisse alémanique, les cantons suppriment de plus en plus ce droit des communes, relève le jeune homme de 29 ans. L'Exécutif de Saint-Gall a pris une telle décision il y a moins de huit mois. C'est inacceptable dans un État démocratique.»

Les initiatives, si elles sont approuvées par le peuple et la majorité des cantons, auront un effet rétroactif au 1^{er} mai 2024. Les constructions réalisées après cette date devront être démantelées aux frais des commanditaires si elles ont été érigées en forêt ou si elles n'obtiennent pas le feu vert du peuple dans les autres régions. Les projets déjà approuvés de La Joux-du-Plâne, du Crêt-Meuron, de Montperreux et de Montagne de Buttes, dans le canton de Neuchâtel,

sont cependant exemptés: ils ne repasseront pas par les urnes.

Pour l'instant, aucune grande organisation ni grand parti n'a

soutenu ces textes. Pas même les Verts, dont la protection des animaux et de la nature est au cœur des revendications. Ni l'UDC, qui

a pris en grippe les énergies renouvelables et pousse pour ouvrir la porte du nucléaire.

«La biodiversité est déjà protégée et le restera, souligne Lisa Mazzone, présidente des Verts. Toutes les cautions ont été prises pour s'en assurer dans la nouvelle loi sur l'électricité (ndlr: approuvée dans les urnes en juin 2024). Les éoliennes ne pourront être construites que dans des zones forestières déjà exploitées avec des routes d'accès et qui ont peu de valeur en termes de biodiversité.» Quant à l'argument des éoliennes tueuses d'oiseaux, elle rappelle que les routes sont nettement plus dangereuses pour la faune. «Et puis, le choix des lieux veille à les protéger.»

Pour la Genevoise, les initiants avancent des arguments prétextes, voire fallacieux pour arriver à leur

Tournant énergétique Avis de tempête sur les parcs éoliens. Deux initiatives populaires fédérales visant à freiner leur extension sont à bout touchant.

Le peuple suisse arbitrera la bataille des éoliennes

«Les éoliennes ne pourront être construites que dans des zones forestières déjà exploitées avec des routes d'accès et qui ont peu de valeur en termes de biodiversité.»

Lisa Mazzone
Présidente des Verts



En Allemagne, un impact positif sur la biodiversité a été décelé en lisière de forêt

À peine lancées, les initiatives antiéoliennes ont provoqué une levée de boucliers dans les milieux favorables aux énergies renouvelables. L'Association faitière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (aee suisse) a accusé Paysage Libre Suisse de vouloir torpiller le tournant

énergétique souhaité par le peuple suisse.

Suisse Eole a joué plus tactique et tenté de rassurer, en soulignant l'impact positif des éoliennes dans les forêts allemandes. Dans le parc Verenafohren, non loin de Schaffhouse, les lisières ont été éclaircies en raison des travaux de construction. Un phénomène qui a permis

l'apparition d'une trentaine de fleurs et de plantes herbacées différentes, selon un rapport de la section régionale de l'Association allemande pour la protection de la nature et de l'environnement. Parmi elles, quelques-unes sont particulièrement rares et protégées, comme le sabot de Vénus.

Plus au nord, dans le land de Rhénanie-Palatinat, où des

éoliennes ont également trouvé leur place en pleine forêt, l'expérience a montré que les chevreuils, lapins, renards et perdrix s'habituent aux pales en rotation, fait encore valoir aee suisse. L'éolienne est certes une source de perturbation, mais ces animaux comprendraient rapidement qu'elle n'est pas menaçante.

fin. «Ils veulent en réalité empêcher purement et simplement la construction d'éoliennes. Le potentiel de l'éolien est restreint en Suisse. On parle de 200 à 300 éoliennes et non pas de 1000, comme les initiants le prétendent. Tirer un trait dessus reviendrait à compromettre l'approvisionnement sûr et durable en électricité et à accroître notre dépendance face aux importations fossiles de l'étranger.»

Pesée d'intérêts

À l'autre bout de l'échiquier politique, Nicolas Kolly (UDC/FR) se dit contre toute interdiction de principe. «On ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs. Toute infrastructure énergétique a un impact sur le paysage, sur la biodiversité ou l'économie. Il faut avant toute chose peser les pour et les contre, et voir si les avantages l'emportent sur les inconvénients. Je préfère construire des éoliennes sur des crêtes forestières avec beaucoup de vent – et planter des arbres en compensation – que dans des plaines sans vent, où il y aurait beaucoup d'habitations.»

Le conseiller national est conscient que certains membres de son parti pourraient avoir un avis différent et soutenir les textes lors des débats au parlement. «Mais, à mes yeux, on a besoin d'un mix énergétique complémentaire, incluant l'éolien.»

Cette absence de soutien de poids lourds de la politique explique peut-être en partie la récolte fastidieuse des signatures. Elle a longtemps stagné, avant de s'accélérer dans les derniers mois. À tel point que les initiants n'ont pour l'instant que 90'000 paraphe validés par texte. «Mais nous en recevons chaque jour des milliers des communes.» Elias Vogt garde ainsi l'espoir d'avoir le bon compte pour la fin de la semaine.